

DECLARATION LIMINAIRE CTL DU 18 DECEMBRE 2012

Pendant 5 années, les agents de la DGFIP ont fait les frais de la Révision Générale des Politiques (RGPP). Depuis 2007 ce sont plus de 150 000 postes de fonctionnaires qui ont disparu dont plus de 20 000 pour la seule DGFIP.

Appuyée sur la fusion DGI-DGCP, elle a sabordé le Service public fiscal, foncier et financier, laminé les effectifs et conduit à une dégradation sans précédent de la vie au travail, de l'accomplissement des missions et des conditions d'accueil des usagers.

Le nouveau gouvernement a annoncé la fin de la RGPP. Nous ne pouvions que nous réjouir de l'abandon de cette politique de suppressions massives d'emplois publics.

Mais, alors que les agents étaient légitimement en droit d'attendre une autre orientation politique, ils constatent que la DGFIP perdra de nouveau 2023 emplois en 2013.

Comment accepter une telle décision alors qu'une des priorités du gouvernement est de réduire les déficits publics et de lutter contre la fraude ? Continuer à supprimer des emplois à la DGFIP c'est se priver de milliards d'euros de recettes budgétaires et aussi d'un outil essentiel de soutien au développement économique.

La CGT Finances Publiques a combattu ces politiques destructrices, et ne peut accepter, aujourd'hui, la « démarche stratégique », du nouveau Directeur général qui porte des orientations identiques.

Pour tenter de faire accepter ces choix, il n'a rien trouvé de mieux que de demander aux agents de rechercher, une nouvelle fois, des simplifications dans les missions.

Argument officiel : alléger les tâches des services.

Argument réel : faire participer les agents à la poursuite des suppressions d'emplois.

C'est encore une fois la promesse de nouvelles régressions pour les agents et le Service public.

Bien que placée dans les discours ministériels comme « au coeur de la République », la DGFIP n'a aujourd'hui dans les faits plus les moyens de fonctionner correctement et d'assurer tout à la fois un service public de qualité et de bonnes conditions de travail à ses personnels.

Le CT de ce jour doit valider 16 nouvelles suppressions d'emplois dans le département, qui s'ajoutent à toutes celles de ces dernières années. Alors que la situation dans tous les services est déjà catastrophique, vous nous annoncez que ce sera encore pire l'année prochaine avec encore moins d'agents mais aussi un budget en baisse.

Le malaise et le mécontentement des personnels s'accroissent même s'ils restent souvent silencieux.

Dans ce département, comme partout en France, les moyens humains pour accomplir les missions, la présence du réseau au plus près de tous les usagers, sont directement liés au niveau de l'emploi.

Le manque de personnel pèse lourdement sur les conditions de travail des agents. Tous les indicateurs le démontrent, la mal-vie au travail, le stress sont monnaie-courante dans tous les services. Les moyens apportés pour y remédier (espace de dialogue, conseiller de vie au travail...) sont totalement inadaptés.

Il faut de vraies solutions. Pour faire baisser le stress, il faut des agents à l'accueil, il faut des agents derrière les ordinateurs et il faut des agents pour répondre au téléphone. Il faut des agents pour répondre aux demandes toujours plus pressantes des usagers, quels qu'ils soient. Il faut des agents pour accomplir toutes les missions et face à une législation toujours plus complexe, face à des réseaux de fraude toujours plus sophistiqués, il faut des agents pour y faire face.

Nous revendiquons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois mais également les créations nécessaires pour les missions, le réseau et les agents.

Ceci n'étant pas à l'ordre du jour, nous, représentants de la CGT à ce Comité Technique, quittons cette salle, refusant de cautionner des suppressions d'emplois qui ne sont ni négociables, ni discutables.